



**Université
de Limoges**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

913 26 23













**Concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération
d'agrandissement de l'école ENSIL-ENSCI sur le
campus Ester à Limoges (87)**

Date et heure limites de réception des candidatures :

Lundi 16 mars 2026 à 16:00

Université de Limoges
<http://www.unilim.fr>
Pôle de la commande publique
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération d'agrandissement de l'école ENSIL-ENSCI sur le campus Ester à Limoges (87)
	Mode de passation	Concours restreint
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	4,5 ans
	Négociation	Uniquement pour la phase offre
	Visite sur site	Pas de visite en phase candidature Visite obligatoire pour la phase offre

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation.....	5
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Déroulement de la consultation	6
2.2 - Délai de validité des offres	6
2.3 - Forme juridique du groupement	6
2.4 - Variantes.....	6
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	7
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	7
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.5 - Contrôle technique.....	7
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation de la phase candidature.....	7
6 - Présentation des candidatures.....	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.3 - Visites sur site.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique.....	11
7.2 - Transmission sous support papier.....	12
8 - Composition et avis du jury.....	12
8.1 - Composition du jury.....	12
8.2 - Organisation de l'anonymat - Secrétariat de concours.....	13
9 - Examen des candidatures et des offres	13
9.1 - Sélection des candidatures (phase 1).....	13
9.2 - Attribution des marchés (phase 2 - offre).....	14
9.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
10 – Indemnisation des candidats retenus.....	15
11 - Renseignements complémentaires.....	15
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
11.2 - Procédures de recours.....	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération d'agrandissement de l'école ENSIL-ENSCI sur le campus Ester à Limoges (87)

Le présent concours restreint est organisé afin de choisir un projet en vue de l'attribution ultérieure du marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération d'agrandissement de l'école ENSIL-ENSCI sur le campus Ester à Limoges (87).

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission selon le livre IV du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre.

Le niveau de conception des prestations demandées est « l'esquisse + ».

Lieu(x) d'exécution :

Université de Limoges

ENSIL-ENSCI

16 rue Atlantis - 87068 Limoges

Présentation du projet

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 5 000 000 € HT.

Le parti architectural, le respect des surfaces, les solutions constructives et les prestations techniques doivent contribuer au respect de l'enveloppe fixée par le maître d'ouvrage.

Du fait de l'évolution de l'offre de formation, l'école devrait accueillir dès 2027, environ 1 100 étudiants, et terminera son déploiement autour de 2030 autour de 1 150 étudiants (FISE/FISA/FIMI) sur le campus Ester, soit une augmentation de 28% par rapport à aujourd'hui.

Dans le but d'anticiper des difficultés d'accueil des étudiants dans le cadre de l'augmentation des effectifs, le projet vise à :

- La construction d'un bâtiment neuf sur la parcelle du bâtiment A (ENSIL) : 1 709 m² SU
- La réaffectation fonctionnelle de certains locaux au sein du bâtiment A (ENSIL) : 478m² SU

Calendrier prévisionnel de la procédure

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant, à titre indicatif :

- Avis du jury concernant le choix des 3 groupements admis à remettre une offre (jury 1) et décision du maître d'ouvrage : avril 2026
- Début de la réalisation des projets par les 3 groupements : avril 2026
- Date limite de remise des offres : juillet 2026
- Avis du jury concernant le choix du ou des lauréats (jury 2) : septembre 2026
- Procédure sans publicité ni mise en concurrence menée avec le ou les lauréats du concours : septembre 2026

Mission de base

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base pour les opérations de construction au sens du Livre IV du Code de la Commande Publique : articles R2431-4 à R2431-7.

La mission de base comprend la réalisation de DPGF avec quantités non contractuelles pour l'ensemble des lots et les études d'exécution (**EXE**).

Nota sur la mission EXE :

La mission EXE comprend 2 parties bien distinctes.

- Les études d'exécution : **Non exigées sur ce projet**
- Les études de synthèse : Elles ont pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état que les études d'exécution soient assurées par le maître d'œuvre et/ou par les entreprises. Cette cohérence spatiale porte sur le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet.

Missions complémentaires

La mission de base sera complétée par les missions complémentaires suivantes :

- Coordination SSI
- 1% artistique (constitution du dossier et jury en commission)
- Photovoltaïque
- Simulation thermique et énergétique dynamique (STD / SED)

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

- OPC

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : le concours restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2125-1 2° et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Il s'agit d'un marché de Maîtrise d'œuvre dont les éléments de mission sont indissociables, l'allotissement n'est donc pas possible.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés.
- Une phase d'offre au terme de laquelle le ou les attributaires seront choisis.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur pour les raisons suivantes :

- Chaque co-traitant présente une expertise spécifique qui peut difficilement être prise en charge dans le cas d'une défaillance de ce dernier par les autres membres du groupement
- Chaque co-traitant présente des assurances spécifiques (responsabilité décennale) propres à son activité

De plus, l'architecte devra être le mandataire du groupement pour les raisons suivantes :

- Il exerce un rôle essentiel au sein du groupement
- Il assure sa prestation tout au long de la durée du marché
- Il exerce des fonctions relevant d'un domaine réservé (établissement d'un permis de construire)

La composition des équipes ne pourra être modifiée entre l'admission des candidatures et la remise des offres

Restriction :

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, l'architecte ne pourra candidater que dans un seul groupement.

Certains membres du groupement du fait de leur compétence ne pourront candidater que dans 3 groupements maximum.

Les compétences liées à cette exclusivité sont :

- Structure
- Fluides (CVC – Plomberie, ...)
- Electricité

Aucune exclusivité n'est imposée pour les autres compétences du groupement.

Le non-respect de cette disposition entraîne l'élimination de toutes les candidatures concernées. Un membre de groupement est identifié par un numéro SIREN.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Code	Description
Mission OPC	Mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

SCET
26 Rue du chemin Vert
75011 Paris 11
Courriel : deip-secretariat@scet.fr

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier pourra être assurée par le maître d'œuvre (mission en PSE).

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre (mission complémentaire).

3.5 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation de la phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) pour la phase candidature contient les pièces suivantes :

- Le RC (Règlement de la Consultation)
- Cadre de réponse "Groupement" (Excel)
- Cadre de réponse "référence architecte" (Powerpoint)
- Note de présentation du programme de l'opération (pdf)

Le DCE est gratuit. Il est à télécharger sur la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des candidatures/offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures/offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise :

Libellés	Niveau
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. -> à compléter dans le cadre de réponse groupement	Le <u>chiffre d'affaires minimum de l'architecte</u> seul, avec éventuellement un ou des co-traitants architectes est fixé à 300 000 € HT. Ce seuil correspond à la moyenne des 3 derniers chiffres d'affaires connus mentionnés dans le cadre de réponse Groupement. Le <u>chiffre d'affaires minimum des BET principaux</u> (structure, CVC/plomberie, électricité) est fixé à 300 000 € HT chacun. Ce seuil correspond à la moyenne des 3 derniers chiffres d'affaires connus mentionnés dans le cadre de réponse Groupement.

Renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise** :

Libellés	Niveau
3 références livrées depuis moins de 5 ans Il s'agira <u>uniquement de références de projets lauréats</u> -> à compléter dans le cadre de réponse architecte	Similaires à l'objet du présent marché et dont l'architecte mandataire est impérativement le concepteur
Le groupement devra disposer des compétences minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Architecture - Structure – nota 1 - Fluides (CVC, Plomberie,...) - Électricité - Acoustique - Économie de la construction - Coordination SSI - OPC Nota 1 : Par structure il faut comprendre infrastructure, maçonnerie, béton, métal et bois	

Certificats de **qualifications et/ou de qualité** demandés aux candidats :

Libellés
<p><u>Compétence architecture</u> Par l'attestation d'inscription à l'ordre français des architectes, ou diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985 mise à jour en 2001. En l'absence de justificatifs pertinents, la candidature sera considérée comme incomplète donc irrecevable (éliminée).</p>
<p><u>Compétences principales : structure – CVC/Plomberie, électricité, acoustique, économie de la construction, synthèse, coordination SSI, OPC</u> - Soit par une qualification de type OPQIBI ou similaire - Soit par un justificatif de compétence : CV, diplôme, équivalence, attestation de maître d'ouvrage positive justifiant explicitement la compétence recherchée, références justifiant explicitement la compétence recherchée, attestation de formation, tout autre document permettant la justification (procédure interne, méthodologie.....). En l'absence de justificatifs pertinents, la candidature sera considérée comme incomplète donc irrecevable (éliminée).</p>

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Les candidats doivent produire les éléments listés dans les tableaux suivants pour présenter leur candidature :

Seuls les documents cités dans les tableaux suivants seront examinés au titre de la candidature, il est donc inutile de transmettre des documents complémentaires : attestation d'assurance, book de références, présentation de la société, ...

Pour le Mandataire uniquement

Renseignements à produire	Livrables attendus
Une déclaration sur l'honneur pour justifier que chaque membre du groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique. Le formulaire DC1 complété vaut pouvoir donné par les membres du groupement au mandataire au stade de la candidature.	DC1
La composition du groupement	Cadre de réponse groupement (Excel) et DC1
<p>3 références livrées depuis moins de 5 ans, similaires à l'objet du présent marché et dont l'architecte mandataire est impérativement le concepteur. Il s'agira <u>uniquement de références de projets lauréats</u>. Chaque référence comportera sur 1 slide, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élément graphique + synthèse écrite : nom du projet, ville, maître d'ouvrage, année de livraison, nature de l'opération, montant des travaux, surface, type de procédures (MOP, entreprise générale, conception-réalisation, MGP, CCAEM), démarche environnementale, rôle et missions réalisées. <p>Les références ne rentrant pas dans le cadre imposé (livrées depuis moins de 5 ans, similaires à l'objet du présent marché) feront bien l'objet d'un examen de la part du jury qui pourra toutefois déprécier la note.</p>	Cadre de réponse "référence architecte" (PowerPoint)

Pour chaque co-traitant y compris le mandataire

Renseignements à produire	Livrables attendus
Le chiffre d'affaires global de chacun des 3 derniers exercices disponibles	Cadre de réponse groupement (Excel)
Les effectifs moyens annuels du candidats et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années	Cadre de réponse groupement (Excel)
La justification des compétences décrites précédemment. Compétence architecture Par l'attestation d'inscription à l'ordre français des architectes, ou diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985 mise à jour en 2001. Autres compétences <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soit par une qualification de type OPQIBI ou similaire ▪ Soit par un justificatif de compétence : CV, diplôme, équivalence, attestation de maître d'ouvrage positive justifiant explicitement la compétence recherchée, références justifiant explicitement la compétence recherchée, attestation de formation, tout autre document permettant la justification (procédure interne, méthodologie.....). Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte.	PDF

Présentation du dossier de candidature

Pour faciliter le traitement administratif des plis électroniques, les candidats sont priés de fournir les pièces de la candidature en respectant l'arborescence suivante.

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Forme du livrable
A DOSSIER MANDATAIRE	DC1		Fichier pdf
	Cadre de réponse groupement		Fichier excel
	Cadre de réponse architecte		Fichier ppt
	Justificatifs de compétences	Qualif mandataire	Fichiers pdf
B DOSSIER X (co-traitant x)	Cadre de réponse groupement		Fichier excel
	Justificatifs de compétences	Qualif 1	Fichiers pdf
		Qualif 2	Fichiers pdf
		Qualif 3	Fichiers pdf
		...	Fichiers pdf
C DOSSIER Y (co-traitant y)	Cadre de réponse groupement		Fichier excel
	Justificatifs de compétences	Qualif	Fichiers pdf
		...	Fichiers pdf
... Insérer autant de lignes que nécessaire			

Pour présenter leur candidature, les candidats utiliseront les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet

opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour la phase d'offre, un nouveau DCE sera remis aux candidats admis à poursuivre. Les offres seront remises de façon anonyme.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.3 - Visites sur site

Aucune visite n'est organisée lors de la 1ère phase « candidature ».

A noter que les 3 groupements retenus pour la phase « offre » devront obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché. Les informations relatives à cette visite seront mentionnées dans le règlement de consultation phase 2

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation. Pour la phase d'offre, il doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les prestations demandées et les pièces de l'offre de prix.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Université de Limoges - Service des Marchés Publics
33 rue François Mitterrand
87032 Limoges

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Formats de fichier couramment utilisés (.doc, .xls, .pdf....)

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Noms courts sans caractères spéciaux

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est préconisée dans le cadre de cette consultation.

Si l'attributaire n'est pas en mesure de signer électroniquement, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour la phase candidature. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Composition et avis du jury

8.1 - Composition du jury

Le jury est composé des membres suivants :

Le Président de l'Université, un responsable des usagers, un représentant de la région Nouvelle-Aquitaine, un représentant du Rectorat, un représentant de Limoges Métropole et 3 experts.

Un jury sera mis en place pour les 2 tours du concours : candidature et offre.

Le quorum sera atteint lorsque plus de la moitié des membres avec voix délibérative est présente.

La voix du président sera prépondérante en cas de partage égal des voix.

Pourront également participer au jury mais avec voix uniquement consultatives des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics et finances.

Phase candidature

A la suite de la remise des candidatures, le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures sur la base des critères énoncés au présent règlement et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.

Le maître d'ouvrage arrête la liste des candidats admis sur la base des travaux du jury.

Le nombre maximal de candidats (soumissionnaires) admis à déposer une offre est de 3. S'il le juge opportun et pour garantir une concurrence réelle, la commission peut proposer, en plus des 3 candidats admis, un quatrième candidat, qui pourra être appelé à concourir dans l'hypothèse d'un désistement.

Phase offre

Les 3 soumissionnaires remettront chacun de façon anonyme, une prestation architecturale de niveau esquisse + (pièces écrites et graphiques) et une note d'honoraires.

Le jury examinera les projets (esquisse +) présentés de façon anonyme et proposera un classement de ceux-ci sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours. Le cas échéant, le jury consigne tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés. L'anonymat des candidats sera alors levé.

Le jury peut ensuite inviter les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le procès-verbal. Un procès-verbal complet du dialogue entre les membres du jury et les candidats est établi.

A l'issue du concours, le maître d'ouvrage désignera le ou les lauréats du concours.

Dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence, le maître d'ouvrage pourra négocier avec le ou les lauréats les clauses du marché.

8.2 - Organisation de l'anonymat - Secrétariat de concours

Le secrétariat du concours est assuré par l'Université de Limoges.

La gestion de l'anonymat pour la phase offre sera réalisée par un huissier.

8.3 – Commission technique

Le maître d'ouvrage peut décider de constituer une commission technique dont le rôle sera de préparer les travaux du jury en effectuant une vérification du contenu des documents demandés dans le but de vérifier la conformité au règlement de consultation et de produire une analyse factuelle et objective des candidatures et des offres en vue de la présentation au jury.

Les membres de la commission technique, désignés par le maître d'ouvrage, sont distincts des membres du jury.

Elle est constituée par exemple du programmiste, du conducteur d'opération, des groupes de travail utilisateurs, du contrôleur technique, du coordonnateur SPS et de toutes personnalités qualifiées pour émettre un avis.

9 - Examen des candidatures et des offres

9.1 - Sélection des candidatures (phase 1)

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre maximum de candidats qu'il a prévu d'inviter est de 3.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur à 3, l'acheteur pourra néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Qualité et pertinence des références	60 points
2- Pertinence des moyens et capacités du groupement	40 points

Critère 1 – Qualité et pertinence des références

La qualité des 3 références sera appréciée sur la base des cadres de réponse qui présenteront des références illustrées et détaillées de l'architecte mandataire. Il s'agira uniquement de références de projets lauréats.

Les attentes du maître d'ouvrage concernent principalement les points suivants :

- Qualité technique et financière : similaire à l'objet de l'opération (bâtiments d'enseignement (collèges, lycées et enseignement supérieur), construction neuve, extension, montant de travaux et surfaces similaires, date de réalisation, exigences environnementales, réalisation commune aux membres de l'équipe, ...)
- Qualité architecturale : architecture basée sur la sobriété c'est à dire qui accompagne une démarche volontaire et visible de maîtrise budgétaire en coûts d'investissement et dans le but d'atteindre une sobriété énergétique et une bonne fonctionnalité du bâtiment

Critère 2 – Pertinence des moyens et capacités du groupement

La pertinence de la composition du groupement sera appréciée sur la base des éléments suivants :

- Les moyens financiers seront analysés au regard du chiffre d'affaires des membres du groupement. Il est précisé que seuls les chiffres d'affaires de l'architecte et des BET principaux seront analysés individuellement. Les chiffres d'affaires des autres co-traitants seront analysés collectivement.
- Les moyens humains de l'architecte mandataire seront analysés d'après leur cohérence avec le chiffre d'affaires.
- La qualité de la complémentarité et de l'organisation de l'équipe candidate, et l'appréciation des expériences communes des membres de l'équipe
- Les capacités techniques et professionnelles seront analysées au regard des justifications des compétences de tous les membres du groupement.

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

9.2 - Attribution des marchés (phase 2 - offre)

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante. Les sous-critères seront définis dans le Règlement de consultation Stade offres.

Critères	Pondération
1-Qualité de la réponse au programme	55 points
2-Compatibilité avec les contraintes financières du projet	35 points
3-Optimisation des délais	10 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 - Suite à donner à la consultation

Le jury, après examen des offres, formule un avis motivé et dresse un procès-verbal. L'anonymat sera levé une fois que le procès-verbal sera signé par tous les membres du jury à voix délibérative. Au vu de cet avis, le pouvoir adjudicateur décide des lauréats invités à négocier. La négociation porte sur les caractéristiques, les conditions d'exécution du marché et la prise en compte par le lauréat des observations éventuelles du jury sur son projet.

A l'issue de la négociation avec les lauréats, l'attribution du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

10 – Indemnisation des candidats retenus

Les prestations à remettre par les concurrents admis à concourir seront de niveau « esquisse + ». Dans ce cadre, une indemnité sera accordée aux équipes ayant remis des prestations conformes au règlement de consultation.

Le montant de l'indemnité est fixé à 35 000 € HT.

Cette indemnité pourra être réduite ou supprimée sur proposition du jury dans l'un des cas suivants :

- L'offre ne répond pas au programme du concours
- Le contenu de l'offre n'est pas conforme au dossier de consultation
- La qualité de l'offre a été jugée insuffisante par le jury du concours
- La règle de l'anonymat n'a pas été respectée.

Cette prime sera réglée dès la décision de l'acheteur portant sur l'examen des propositions du jury et sur présentation d'une facture à produire par les concurrents. Si la prime est répartie entre les membres du groupement candidats, toutes les factures seront présentées par le mandataire, qui aura revêtu de son visa les factures autres que la sienne.

Pour l'équipe lauréate, cette indemnité lui sera versée comme un acompte à son marché dans les conditions du CCAP.

11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Limoges

1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES

Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://limoges.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du

contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Limoges
1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Limoges
1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr